



# Maroc : investissements directs étrangers et présence française en 2006

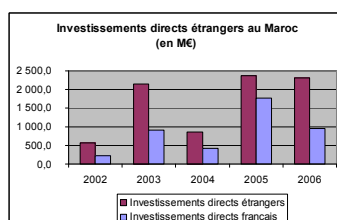
18 avril 2007

© MINEFI – DGTPE

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

En 2006, pour la deuxième année consécutive, les flux d'investissements directs étrangers au Maroc dépassent les 2,3 Mds d'€. A l'instar de 2005, les bons résultats de 2006 sont en grande partie imputables à des opérations exceptionnelles conduites par des entreprises françaises ou à participation française (rachat de 20% de la Régie des Tabacs par le groupe franco-espagnol Altadis, prise de participation de la Caisse d'Épargne dans le CIH, et d'Arcelor dans la SONASID). En conséquence, en 2006, la France a consolidé sa position de leader. L'année 2007 devrait confirmer cette tendance, en particulier grâce au rachat de la COMANAV par le groupe CMA-CGM.

**Les flux d'IDE sont très dépendants des privatisations, mais une dynamique indépendante de ce type opérations se met en place.**



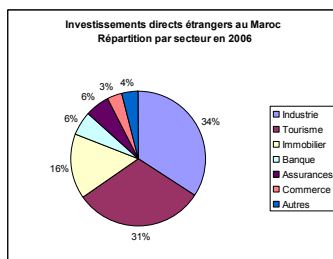
S'appuyant essentiellement sur le programme national de privatisations, la conversion de la dette extérieure en investissements et les opérations de concession de services publics, les autorités marocaines ont su attirer au cours des dernières années un flux relativement conséquent de capitaux étrangers. Le niveau des IDE reste toutefois modeste (en moyenne 4,2% du PIB entre 2000 et 2006) et pourrait apporter une contribution plus forte au décollage économique du pays. Par ailleurs, le niveau des flux d'IDE reste encore fortement dépendant des opérations de privatisation. Ainsi, entre 2001 et 2006, les flux d'IDE se sont élevés en moyenne à 1,9 Md d'€ par an. En revanche, hors opérations de privatisation, le flux annuel moyen d'IDE n'est plus que de 1 Md d'€.

**A l'instar de 2005, l'année 2006 a été une bonne année en termes d'investissements étrangers. Les flux se sont élevés à 2,3 Mds d'€ soit un montant quasiment stable par rapport à 2005.** Ces bons résultats s'expliquent par trois opérations d'envergure : le rachat de 20% de la Régie des Tabacs par Altadis (365 M€), la prise de participation d'Arcelor dans la SONASID (128 M€) et enfin la prise des Caisses d'Épargne dans le CIH (91 M€). En dehors de ces trois opérations exceptionnelles, le flux d'IDE s'élève à 1,7 Md d'€, ce qui illustre le dynamisme des IDE en 2006 et son autonomie par rapport aux privatisations.

S'agissant de la répartition par activité des flux d'IDE, en 2006, quatre secteurs se sont détachés nettement : l'industrie (34%, des flux) en raison des deux opérations citées ci-dessus, le tourisme (31%), l'immobilier (16%) et la Banque (6%). Sur la période 2001-2006, on retrouve les mêmes secteurs, mais loin derrière les télécommunications en raison de la privatisation de Maroc Télécoms (3,4 Mds d'€) : télécommunications 35%, l'industrie 28%, le tourisme 11% et le l'immobilier 10%.

En 2006, il convient de noter la hausse des investissements dans le secteur touristique (+160%) qui est imputable aux bons résultats du plan Azur et dans l'immobilier (+68%) qui bénéficie de l'engouement des non-résidents pour les villes de Marrakech et de la côte méditerranéenne. Enfin, dans le secteur bancaire, les flux sont en forte augmentation en raison de la prise de participation de la Caisse d'Epargne dans le CIH.

### La France maintient son rang de 1<sup>er</sup> investisseur étranger au Maroc.



Sur la période 2001-2006, les flux d'IDE d'origine française se sont élevés en moyenne annuelle à 1,16 Md d'€ soit 60% du total des IDE reçus par le Maroc (42% si l'on exclut les opérations exceptionnelles Maroc Télécom et Régie des Tabacs, soit une moyenne annuelle de 440 M€). L'Espagne est le deuxième investisseur étranger avec 15% des flux d'IDE sur la période 2001-2006, aucun autre pays ne dépassant les 3%.

En ce qui concerne l'année 2006, la France (950 M€ d'investissements directs soit 41% des flux) et l'Espagne (20%,) ont été les principaux investisseurs devant l'UEBL (10%, en raison de l'opération Arcelor/Sonasid) et le Koweït (4%, en raison d'opération de conversions de dette publique en investissements). Les flux d'investissements français ont été portés par les opérations citées précédemment (rachat de 20% du capital de la Régie des Tabacs par Altadis, soit 365 M€ répartis à parts égales entre la France et l'Espagne et prise de participation des Caisse d'Epargne dans le CIH). En ce qui concerne les investissements espagnols, ils se sont concentrés dans l'industrie textile, le tourisme et l'immobilier.

**Les entreprises françaises comptaient, en 2005, 485 filiales au Maroc, employant au total plus de 65.000 personnes.** Il convient, par ailleurs, d'y ajouter les très nombreuses sociétés marocaines créées et dirigées par des entrepreneurs français ou à capitaux français. Selon la banque de France, le stock d'IDE français au Maroc s'élevait en 2004 à 2,4 Mds d'€ ce qui place le Maroc au 22<sup>ème</sup> rang des pays récipiendaire d'investissements français. La plupart des grands groupes français sont présents au Maroc (Total, Vivendi Universal, Suez, EDF, Renault, Saint Gobain, Veolia Environnement, Auchan, Casino, Alcatel, Alstom, Aventis, Bouygues, EADS, Vinci, BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, Axa, ...) mais les PME sont également très présentes et leur nombre va en s'accroissant.

**Les investissements français au Maroc suivent soit une logique de service du marché local, soit une logique d'exportation.** Le premier cas concerne en particulier les activités agroalimentaires (Castel, Bel, Danone, Bongrain), bancaires (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole), pharmaceutiques (Sanofi-Aventis, Servier), l'automobile (Renault) les assurances (Axa), l'environnement et l'énergie (Suez, Véolia, Pizzorno, Total, Alstom, Cégelec), le tourisme (Club Med, Accor), les télécommunications (Vivendi),

le BTP (Lafarge, Vinci, Bouygues), le conseil (Lefebvre, Gide Loyrette, UGGC). D'autres entreprises ont une activité principalement, voire exclusivement, tournée vers l'exportation, notamment dans les secteurs des fruits et légumes (Maraisa, Crespo), des équipements électriques et électroniques (Alcatel, Thalès Microsonics, STMicroelectronics), de la sous-traitance automobile et aéronautique (Valéo, EADS, SAFRAN) ou dans le textile-habillement (Décathlon, Caulliez, Billon, Sotap Caroll, Chantelle).

**En 2007, les IDE français devraient atteindre un niveau élevé grâce au rachat de la COMANAV par CMA-CGM et à la poursuite de nos implantations** dans le secteur de la sous-traitance (automobile, aéronautique), de l'offshoring, du tourisme, de l'immobilier et des services urbains (eau, électricité, gestion des déchets).

\*\*\*

Pour vous procurer l'ouvrage « EXPORTER AU MAROC », cliquez sur le lien :

<http://www.ubifrance.fr/librairie/prodouvrage.asp?SKU=0019782279416249&xtor=AL-27>

Pour acquérir le document « S'IMPLANTER AU MAROC », cliquez sur le lien :

<http://www.ubifrance.fr/librairie/prodouvrage.asp?SKU=0019782279451653&xtor=AL-27>

Ces documents sont également disponibles à la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM)

15 av Mers Sultan Casablanca

Tél : +212 (0)22 20 90 90

Fax : +212 (0)22 20 01 30

[www.cfcim.org](http://www.cfcim.org)

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de RABAT (adresser les demandes à [rabat@missioneco.org](mailto:rabat@missioneco.org)).

**Clause de non-responsabilité**

La Mission Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



Auteur :

Mission Économique

Adresse : 1, rue Aguelmane Sidi Ali

RABAT-AGDAL 10000

MAROC

Rédigée par : Jean-Alexandre EGEA

Revue par : Daniel MAITRE

Version originelle du 18/04/2007

ANNEXE

- Répartition des flux d'IDE par principaux pays d'origine (en M DH)

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
France	3 560,1	1 624,2	27 650	2 252	9 780,3	4 621,4	19 496	10 460,1
Espagne	2 046,1	564,4	938,7	389,6	11 156,8	485,3	1401,2	5 235,7
U.E.B.L.	-	-	103,1	260,5	190,3	346,1	348	2 596
Koweït	78,6	32,6	131	431,4	16,8	20,7	219,2	983,5
Grande-Bretagne	202,7	490	286,5	356	257,6	468,5	451,6	905,8
Allemagne	73,4	192,7	256,7	492,6	139,4	504,8	794,8	888,6
Suisse	261,1	118,8	308,9	240,3	253,5	705,9	743,3	873,7
USA	1 024	297	699,1	379,7	445,4	461,2	220,9	832,6
EAU	1,6	63,8	9,3	118,2	222,4	330,8	709,9	759
Arabie Saoudite	107,6	145,3	87,4	171,7	145	314,2	341,7	322,1
<b>Total tous pays</b>	<b>16 260,7</b>	<b>4 997,7</b>	<b>32 486,1</b>	<b>5 875,8</b>	<b>22 919,8</b>	<b>9 119,9</b>	<b>26 012,3</b>	<b>25 482,4</b>

Source : Office des changes (sauf en ce qui concerne 2003 et 2006, années pour lesquelles les investissements d'Altadis comptabilisés par l'Office comme espagnols ont été ventilés à parts égales entre la France et l'Espagne).

- Répartition des flux d'IDE vers le Maroc par secteur d'activité de 2004 à 2006 (en M DH)

Secteurs	2004	2005	2006
Industrie	1 796,1	2 273,3	8 684,7
Tourisme	1 430,8	3 080,9	7 925,5
Immobilier	2 039,6	2 422,2	3 980,7
Banque	1 524,9	44,0	1 500,9
Assurances	165,7	1 144,9	1492,7
Commerce	611,8	353,7	858,6
Holding	30,7	206,7	127,5
Energie et mines	336,1	377,4	93,2
Transports	43,4	300,2	39,5
Grands travaux	105,7	159,8	33,5
Agriculture	29,4	6,3	25,3
Études	69,9	3,5	11,5
Autres services	477,5	410,2	591,7
Pêche	12,9	4,4	-
Télécommunications	717,7	15 311,1	-
Divers	92,5	31,0	117,1
<b>TOTAL</b>	<b>9 484,7</b>	<b>26 129,6</b>	<b>25 482,4</b>

Source : Office des changes